



CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE  
DE VENDÔME

(Loir-et-Cher)

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**mardi 26 mars 2024  
à 17 h 45**

**PUBLICATION  
DES DELIBERATIONS**

**-\*-\*-\*\*\*-**

**Mise en ligne sur le site internet le 10 avril 2024**

## **Conseil d'administration**

---

**Mardi 26 mars 2024 à 17 heures 45**  
**Salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme**

### **LISTE DES DELIBERATIONS PUBLIEES**

---

- 3. STRATEGIE FINANCIERE : Centre communal d'action sociale (CCAS) - Budget primitif 2024**
- 4. STRATEGIE FINANCIERE : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) Oasis - Vote du budget prévisionnel 2024**
- 5. STRATEGIE FINANCIERE : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) La Clairière des Coutis - Etat prévisionnel des recettes et des dépenses 2024**
- 9. RESSOURCES HUMAINES : Ratios d'avancement de grade**
- 10. RESSOURCES HUMAINES : Régime indemnitaire - Complément**
- 11. RESSOURCES HUMAINES : Remboursement des frais de mission**
- 12. RESSOURCES HUMAINES : Tableau des emplois permanents 2024 - Modification**
- 13. TARIFS : Centre communal d'action sociale (CCAS) -Tarif thé dansant**

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-03	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Centre communal d'action sociale (CCAS) - Budget primitif 2024**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

**DESTINATAIRES :**

- 1 ex. Dossier DSF
- 1 ex. Dossier séance
- 1 ex. Trésorerie
- 1 ex. ARS
- 1 ex. Conseil départemental

**EXPOSE :**

Suite aux orientations budgétaires qui ont fait l'objet d'un débat lors du conseil d'administration du 20 février 2024 (délibération n° CCD20240220-04), le budget primitif 2024 du Centre communal d'action sociale de Vendôme est arrêté ainsi qu'il suit :

**Section de fonctionnement**

1- Les recettes :

Libellé	BP 2024	BP 2023	BT 2023
Chap 013. Remboursement IJ			
Chap 70. Autres produits relatifs à l'exploitation	1 110 008,00 €	1 085 360,00 €	1 085 360,00 €
Chap 74. Subventions d'exploitation	1 368,00 €	696 800,00 €	696 800,00 €
Chap 77. Produits exceptionnels	0,00 €	500,00 €	1 395 500,00 €
Chap 78. Reprise sur amortissements	926 606,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €
002 Excédent de fonctionnement cumulé			182 100,63 €
<b>TOTAUX</b>	<b>2 037 982,00 €</b>	<b>1 785 000,00 €</b>	<b>3 362 100,63 €</b>

2- Les dépenses :

Libellé	BP 2024	BP 2023	BT 2023
Chap 011. Charges à caractère général	1 241 102,00 €	1 379 251,00 €	1 379 251,00 €
Chap 012. Charges du personnel	187 575,00 €	366 730,00 €	388 830,63 €
Chap 65. Charges de gestion courante	597 280,00 €	20 650,00 €	530 650,00 €
Chap 67. Charges exceptionnelles	509,00 €	509,00 €	509,00 €
Chap 042. Dotations aux amortissements	11 516,00 €	17 860,00 €	1 062 860,00 €
<b>TOTAUX</b>	<b>2 037 982,00 €</b>	<b>1 785 000,00 €</b>	<b>3 362 100,63 €</b>

**Section d'investissement**

1- Les recettes :

Libellé	BP 2024	BP 2023	BT 2023
001- Résultat d'investissement reporté			75 271,19 €
Chap 10 - Dotations, fonds divers et réserves	4 400,00 €	1 400,00 €	1 400,00 €
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilés			
Chap 27 - Dépôts et cautionnements reçus			
Chap 040 - Opérations d'ordre de transfert entre section	11 516,00 €	17 860,00 €	17 860,00 €
<b>Total</b>	<b>15 916,00 €</b>	<b>19 260,00 €</b>	<b>94 531,19 €</b>

2- Les dépenses :

Libellé	BP 2024	BP 2023	BT 2023
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilés			
Chap 20 - Immobilisations incorporelles		5 000,00 €	32 000,00 €
Chap 21 - Immobilisations corporelles	15 916,00 €	14 260,00 €	62 531,19 €
Chap 27 - Dépôts et cautionnement versés			
Chap 040 - Opérations d'ordre de transfert			
<b>Total</b>	<b>15 916,00 €</b>	<b>19 260,00 €</b>	<b>94 531,19 €</b>

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
 Vu l'envoi aux membres du conseil d'administration le 13 mars 2024 du projet de budget primitif et du rapport correspondant pour le conseil d'administration du 26 mars 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'adopter le budget primitif 2024 en recettes et en dépenses par chapitre ;
- d'autoriser le président, conformément à l'article L. 5217-10-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) à procéder à des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
  - o fonctionnement : 7,5 % ;
  - o investissement : 7,5 %.
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale, cet exposé entendu, après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**PJ : Budget primitif 2024**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département, notifiée et publiée.  
 Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :  
 - un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;  
 - un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique téléréferrals citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----  
*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-04	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) Oasis - Vote du budget prévisionnel 2024**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

**DESTINATAIRES :**

- 1 ex. Dossier DSF
- 1 ex. Dossier séance
- 1 ex. Trésorerie

**EXPOSE :**

Le budget prévisionnel 2024 de l'Etablissement hébergeant des personnes âgées Oasis (EHPA) se présente ainsi :

**SECTION D'EXPLOITATION**

**Produits**

- Groupe I – Produits de la tarification et assimilés .....	155 900 €
- Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation.....	288 165 €
- Groupe III – Produits financiers et produits non encaissables .....	500 €
.....	
Soit un total .....	444 565 €

**Charges**

- Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante .....	179 933 €
- Groupe II – Dépenses afférentes au personnel .....	243 198 €
- Groupe III – Dépenses afférentes à la structure .....	21 434 €
.....	
Soit un total .....	444 565 €

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**Emplois**

Cautions .....	10 000 €
Dépenses d'équipements .....	6 050 €
<b>Soit un total d'emplois de .....</b>	<b>16 050 €</b>

**Ressources**

FCTVA .....	1 900 €
Cautions .....	10 000 €
Dotations aux amortissements des immobilisations.....	4 150 €
<b>Soit un total de ressources de .....</b>	<b>16 050 €</b>

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'envoi aux membres du conseil d'administration le 13 mars 2024 des projets de budgets 2024 et des rapports correspondants pour le conseil d'administration du 26 mars 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'adopter le budget prévisionnel 2024 par groupe fonctionnel de l'Etablissement hébergeant des personnes âgées (EHPA) Oasis ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale,  
 cet exposé entendu,  
 après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**PJ : budget prévisionnel 2024 de l'EHPA Oasis**

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS
<p>La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département, notifiée et publiée.</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;</li> <li>- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique téléréferrals citoyens accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">http://www.telerecours.fr</a></li> </ul>



**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----  
**Séance du mardi 26 mars 2024**

Délibération n° CCD20240326-05	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : STRATEGIE FINANCIERE : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) La Clairière des Coutis - Etat prévisionnel des recettes et des dépenses 2024**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

**DESTINATAIRES :**

- 1 ex. Dossier DSF
- 1 ex. Dossier séance
- 1 ex. Trésorerie
- 1 ex. ARS
- 1 ex. Conseil départemental

**EXPOSÉ :**

Le budget prévisionnel 2024 de l'Etablissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) La Clairière des Coutis s'établit de la façon suivante :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**Produits**

- Groupe I – Produits de la tarification et assimilés .....	2 527 652 €
- Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation .....	523 407 €
- Groupe III – Produits financiers et produits non encaissables .....	3 008 €
	-----
<b>Soit un total .....</b>	<b>3 054 067 €</b>

**Charges**

- Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante .....	690 990 €
- Groupe II – Dépenses afférentes au personnel .....	2 245 028 €
- Groupe III – Dépenses afférentes à la structure .....	118 049 €
	-----
<b>Soit un total .....</b>	<b>3 054 067 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**Charges**

- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées .....	35 000 €
- Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles .....	2 000 €
- Chapitre 21 – Immobilisations corporelles .....	29 238 €
- Chapitre 033 – Apport en fonds de roulement .....	608 €
<b>Soit un total de .....</b>	<b>66 846€</b>

**Produits**

- Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves .....	5 616 €
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées .....	35 000 €
- Chapitre 032 – Capacité d'autofinancement .....	26 230 €
<b>Soit un total .....</b>	<b>66 846€</b>

Le prix de journée hébergement facturé aux résidents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 est fixé conformément au taux d'augmentation maximum autorisé par arrêté ministériel de l'économie et des finances publié au journal officiel chaque fin d'année relatif au prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées.

L'augmentation pour l'année 2024 est de +5,48 %, soit un prix de journée fixée à 66,10 euros.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'envoi aux membres du conseil d'administration le 13 mars 2024 des projets de budgets 2024 et des rapports correspondants pour le conseil d'administration du 26 mars 2024.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le budget 2024 de l'Etablissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) La Clairière des Coutis proposé pour la section tarifaire hébergement, proposé à l'Agence régionale de santé (ARS) du Centre-Val de Loire pour la section tarifaire soin et proposé au Conseil départemental de Loir-et-Cher pour la section tarifaire dépendance ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION** :

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale,  
cet exposé entendu,  
après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**PJ** : Rapport tarifaire 2024 du Conseil départemental de Loir-et-Cher  
Budget prévisionnel 2024 de l'EHPAD La Clairière des Coutis

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département, notifiée et publiée.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérécurse citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>



**SERVICE DE L'OFFRE MÉDICO-SOCIALE PERSONNES ÂGÉES,  
PERSONNES HANDICAPÉES**

Blois, le **27 FEV. 2024**

Cité administrative  
Porte D  
34 avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Madame Amélie BOISSEAU  
Directrice  
EHPAD "La Clairière des Coutis"  
37 avenue Georges Clémenceau  
41100 VENDOME

*Bureaux ouverts au public  
du lundi au vendredi  
de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h  
Fermeture des services et de l'accueil  
téléphonique le mardi matin*

Affaire suivie par Virginie Caqueret-Griseau  
Tél : 02 45 50 47 97  
Courriel : virginie.caqueret-griseau@departement41.fr

Madame la Directrice,

Vous voudrez bien trouver, sous ce pli, le rapport établi par mes services et faisant état de mes propositions budgétaires de la section tarifaire afférente à la dépendance applicable à votre établissement en 2024.

Elles sont proposées en application des orientations budgétaires validées lors de la session de l'assemblée départementale du 14 décembre 2023.

Le budget relatif à la dépendance a été étudié en lien avec la réforme de la tarification des EHPAD introduisant la convergence tarifaire calculé en fonction du point gir départemental fixé à 7,48 € toutes taxes comprises pour l'exercice 2024.

Sur cette base, je vous propose d'arrêter le montant :

- Des dépenses nettes de la section dépendance à **341 836 €** qui augmentent de **1,22 %** par rapport à l'exercice 2023, du fait de la prise en compte de la convergence positive.
- Du forfait global dépendance à la charge du département à **207 495,20 €**, qui augmente de **2,62 %** par rapport à celui versé en 2023 du fait de la prise en compte de la convergence positive.

Veillez agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
La directrice adjointe  
De la maison départementale de l'autonomie

  
**Stéphanie Pasquès**



**SERVICE DE L'OFFRE MÉDICO-SOCIALE PERSONNES ÂGÉES,  
PERSONNES HANDICAPÉES**

Blois, le

Cité administrative  
Porte D  
34 avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

**Madame Amélie BOISSEAU**  
Directrice  
EHPAD "La Clairière des Coutis"  
37 avenue Georges Clémenceau  
41100 VENDÔME

*Bureaux ouverts au public  
du lundi au vendredi  
de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h  
Fermeture des services et de l'accueil  
téléphonique le mardi matin*

Affaire suivie par Virginie Caqueret-Griseau  
Tél : 02 45 50 47 97  
Courriel : virginie.caqueret-griseau@departement41.fr

## EHPAD de "La Clairière des Coutis"

Examen des propositions budgétaires  
**Dépendance 2024**

- **Type** : Etablissement d'Hébergement des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
- **Convention tripartite II – avenant 1** signé le : 16 septembre 2014
- **N° FINESS** : 41 000 3875
- **Date de réception des documents budgétaires** : 5 février 2024
- **Directeur** : Madame Amélie BOISSEAU

## EFFECTIFS

Postes / ETP	EPRD 2023	ERRD 2022
Global	Non communiqué	42,50
Ratio d'encadrement	Non communiqué	0,76

- Effectifs et répartition proposée :

Postes / ETP	ERRD 2022
Direction, administration	1,60
Services généraux	7,10
Animation	0,00
ASH	15,40
AS – AMP - AES	18,00
Psychologue	0,40
Infirmière	0,00
Autres aux. Médicaux	0,00
Pharmacien, préparateur	0,00
Médecins	0,00

L'EHPAD n'a pas communiqué l'annexe ETP prévisionnelle pour l'année 2024.

**SECTION TARIFAIRE DEPENDANCE**

**I – Niveau de DEPENDANCE et Activité**

Exercice	Capacité	Ouverture	Maximum théorique	Résidents < 60 ans	Hébergement temporaire	Nb journées	Taux d'occupation / capacité totale
Sollicité 2024	56	366	20 496	0	0	19 345	94,38 %
<b>Retenu 2024</b>	<b>56</b>	<b>366</b>	<b>20 496</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 500</b>	<b>95,14 %</b>
Moyenne 3 derniers exercices	56		20 459	0	0	18 761	93,98 %

GIR	Nombre de PAD proposées	Nombre de PAD retenues	Total GIR pour Tarif (GMP validé)	Total GIR pour Tarif (Activités)	% prod. GIR (Activité)	Nombre de journées proposées	Nombre de journées retenues
GIR 1	6	4	4 160	6 240	15,06 %	2 190	1 393
GIR 2	16	22	22 880	16 640	40,15 %	5 840	7 661
GIR 3	12	12	7 920	7 920	19,11 %	4 380	4 179
GIR 4	14	15	9 900	9 240	22,30 %	5 110	5 223
GIR 5	4	2	560	1 120	2,70 %	1 460	696
GIR 6	1	1	280	280	0,68 %	365	348
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>56</b>	<b>45 700</b>	<b>41 440</b>	<b>100,00 %</b>	<b>19 345</b>	<b>19 500</b>

**II – Évolution du GMP**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>GMP</b>	665,54	665,54	665,54

Le GMP a été validé par le médecin du conseil départemental le 22 juillet 2015.

**III – Forfait**

**1 – Forfait 2024**

Les forfaits sont calculés à partir des données de l'activité prévisionnelle :

Forfaits		Retenu(e)	
Total GIR pour tarif		45 700	€
Nombre de personnes de plus de 60 ans	/	0	
Capacité installée en hébergement permanent	*	56	P.
<b>Niveau de dépendance / de perte d'autonomie</b>	=	<b>665,54</b>	
Valeur du point GIR départemental	*	7,48	€
<b>Équation tarifaire</b>	=	<b>341 836</b>	<b>€</b>
Produits de la tarification reductibles dépendance		337 723	
Taux de revalorisation des dépenses		(vide)	
			%
Produits de la tarification reductibles revalorisés		337 723	€
Convergence		4 113	€
<b>Forfait Global Dépendance</b>	=		<b>€</b>
Valeur nette du point GIR		7,39	€
Dernier taux d'occupation HP réalisé		95,88	%
Seuil		0,00	%
Taux de modulation		0,00	%
<b>Base de calcul des tarifs</b>	=	<b>341 836</b>	<b>€</b>
<i>Correction appliquée au calcul des tarifs :</i>			
* Taux d'activité		95,14	%
Montant prévisionnel de la participation des résidents	-	108 908,80	€
Mnt des tarifs journaliers dépendance applicables aux autres Dpts	-	25 432	€
Montant de la participation des résidents de moins de 60 ans	-	0,00	€
Montant de la participation selon les ressources des résidents et des non bénéficiaires de l'APA	-	0,00	€
<b>Part relative à la dépendance, à la charge du département</b>	=	<b>207 495,20</b>	<b>€</b>
Part des Prestations Afférentes à la Dépendance		341 836,00	€
Recettes complémentaires HT	+	0,00	
Recettes complémentaires AJ	+	0,00	€
<b>Montant des recettes allouées</b>	=	<b>341 836</b>	<b>€</b>

**Commentaire :**

Le budget concernant les dépenses de la section dépendance pour l'exercice 2024 est de **341 836 €**, soit une augmentation de 1,22 % par rapport à l'exercice 2023.

Il n'y a pas de recette complémentaire.

**2 – Reprise de résultat**

Depuis la loi ASV il n'y a plus à reprendre de déficit sur le prix de journée.



### 3 - Le forfait global Dépendance

- 1) La mise en œuvre de la convergence tarifaire au regard du Gir moyen départemental

Au regard des orientations budgétaires du conseil départemental, le point Gir départemental a été réévalué et fixé à 7,48€ TTC.

Ces éléments positionnent votre structure en convergence tarifaire positive avec des dépenses de l'hébergement permanent inférieures au forfait cible.

Une hausse de 4 113 € a été réalisée sur les dépenses nettes 2023.

- 2) La mise en place du forfait global dépendance au 1er janvier 2024 :

Mode de calcul du forfait global versé par le Département = Dépenses nettes dépendance définitive incluant le déficit – participations des résidents (Gir 5/6, hors département 41, moins de 60 ans)

#### Pour l'exercice 2024 :

**4 résidents** relèvent de départements autres que le Loir-et-Cher (4 résidents en 2022),  
 0 résident de moins de 60 ans,  
 0 résident en hébergement temporaire,  
 0 résident en accueil de jour.

Base de calcul des tarifs		341 836,00 €
Montant prévisionnel de la participation des résidents	-	108 908,80 €
Montant des tarifs journaliers dépendance applicables aux autres départements	-	25 432,00 €
Montant de la participation des résidents de moins de 60 ans	-	0,00 €
Montant de la participation selon les ressources des résidents	-	0,00 €
Montant de la participation selon les ressources des résidents et des non bénéficiaires de l'APA	-	
<b>Part relative à la dépendance, à la charge du département</b>	=	<b>207 495,20 €</b>

Le forfait global dépendance augmente de **2,62 %** par rapport à l'exercice 2023 (202 190,40 €), suite à la réévaluation du point Gir départemental.

**IV – Détermination des tarifs dépendance**

Au regard des éléments ci-dessus énoncés, les tarifs dépendance au 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont :

**1 – Tarifs moyens**

TARIFS DEPENDANCE	2023	2024	% évolution
Tarif 1 et 2	21,84 €	<b>22,34 €</b>	<b>2,29 %</b>
Tarif 3 et 4	13,86 €	<b>14,18 €</b>	<b>2,31 %</b>
Tarif 5 et 6	5,88 €	<b>6,01 €</b>	<b>2,21 %</b>

**2 – Tarifs fixés dans l'arrêté prévu au 1<sup>er</sup> avril 2024**

TARIFS DEPENDANCE	Arrêté 2023	Arrêté 2024	% évolution
Tarif 1 et 2	22,13 €	<b>22,41 €</b>	<b>1,27 %</b>
Tarif 3 et 4	14,04 €	<b>14,22 €</b>	<b>1,28 %</b>
Tarif 5 et 6	5,96 €	<b>6,03 €</b>	<b>1,17 %</b>

**EN CONCLUSION**

Nous vous proposons d'arrêter, pour l'année 2024 :

**1 – Le montant des recettes allouées Dépendance :**

- 341 836 €

**2 – Le Forfait**

- 207 495,20 €

**3 – Les tarifs DEPENDANCE**

- Tarif 1 et 2 : **22,34 €**
- Tarif 3 et 4 : **14,18 €**
- Tarif 5 et 6 : **6,01 €**

**4 – Prix payé par l'utilisateur (arrêté)**

- H Lits + tarif 5-6 : **6,03 € (5,96 € en 2023)**

Le chargé de tarification,

Le chargé de tarification,

Virginie Caqueret-Griseau

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----  
*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-09	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Ratios d'avancement de grade**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

**DESTINATAIRES :**  
 - 1 ex. Dossier DRH  
 - 1 ex. Dossier séance  
 - 1 ex. DSF

**EXPOSE :**

En application de l'article L. 522-27 du code général de la fonction publique, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après consultation du comité social territorial (CST), le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés à un grade d'avancement, le nombre maximum de fonctionnaire pouvant être promu à ce grade.

Ce taux appelé ratio promus/promouvables doit être fixé pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade. Il peut varier de 0 à 100 %.

Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières), sauf ceux des cadres d'emplois des agents de police, des attachés hors classe et des ingénieurs hors classe.

Il est proposé de fixer un taux de promotion d'avancement de grade commun à tous les cadres d'emplois de 100 % sous réserve de l'avis favorable du comité social territorial du 26 mars 2024.

Ces dispositions sont reconduites tacitement chaque année en l'absence de nouvelle délibération.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
 Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L. 522-27.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver ces dispositions relatives aux taux de promotion d'avancement de grade ;
- d'abroger la délibération du 28 août 2007 ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale,  
 cet exposé entendu,  
 après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.  
 Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandant avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télécourants citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° <b>CCD20240326-10</b>	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Régime indemnitaire - Complément**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

- DESTINATAIRES :**  
 - 1 ex. Dossier DRH  
 - 1 ex. Dossier séance  
 - 1 ex. DSF

**EXPOSE :**

Par délibérations n° CCAS 2018-38 du 19 septembre 2018 et n° CCD20220315-07 du 15 mars 2022, vous avez adopté la refonte du régime indemnitaire et notamment l'instauration du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSSEP).

Suite au Ségur de la santé, deux nouveaux cadres d'emplois ont été créés au sein de la filière médico-sociale, il est nécessaire de réactualiser les délibérations susvisées.

Dans ce cadre, vous trouverez ci-après les dispositions relatives à la filière médico-sociale.

I-Filière médico-sociale

A-Indemnité de fonction, sujétions et expertise (IFSE) et complément indemnitaire annuel (CIA)

Vous trouverez, ci-après, les références réglementaires fixant pour chaque cadre d'emplois les montants maximaux annuels de l'IFSE et du CIA pouvant être attribués par l'autorité territoriale :

- arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 à certains cadres d'emploi relevant de la catégorie B dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les aides-soignants et les auxiliaires de puériculture ;
- arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 à certains cadres d'emploi relevant de la catégorie C dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les auxiliaires de soins.

Le tableau, ci-dessous, indique pour chaque cadre d'emplois et groupe, les fonctions définies par la collectivité et les montants maximaux associés.

Cadre d'emplois	Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal IFSE (en euros)	Montant annuel maximal CIA (en euros)
Aide-soignant Auxiliaire de puériculture (catégorie B)	1	Encadrement de proximité	9 000	1 230
	2	Autres fonctions	8 010	1 090
Auxiliaire de soins (catégorie C)	1	Encadrement de proximité	11 340	1 260
	2	Autres fonctions et sujétions	10 800	1 200

II-Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Les décrets n° 2002-60 du 14 janvier 2002 et n° 2002-598 du 25 avril 2002 fixent les modalités de paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires. De manière exceptionnelle et à défaut de possibilité de récupération, les agents de catégorie C et B pourront se faire rémunérer les heures supplémentaires effectués à la demande de l'employeur en dehors des bornes horaires du cycle de travail.

Les emplois concernés sont les suivants :

Cadres d'emplois	Missions pouvant ouvrir droit à indemnisation
Aide-soignant	Travaux exceptionnels et missions exceptionnelles (élections...) Intervention dans le cadre des astreintes
Auxiliaire de puériculture	
Auxiliaire de soins	

Cette indemnité est versée à tout agent dès lors qu'il a effectué des heures supplémentaires à la demande du responsable de service en dehors des bornes horaires du cycle de travail et qu'elles n'ont pu être récupérées.

Le nombre d'heures supplémentaires ne peut dépasser un contingent mensuel de 25 heures pour un temps complet dans lequel sont incluses les heures de dimanches, de jours fériés et de nuit. Néanmoins, un système dérogatoire est proposé pour les agents qui sont amenés à dépasser les 25 heures mensuelles supplémentaires dès lors qu'ils sont réquisitionnés pour participer au bon déroulement de manifestations locales de grande ampleur ou pour intervenir en cas de catastrophes naturelles ou pour effectuer des missions de sécurité.

Ces dispositions sont étendues aux titulaires des cadres d'emplois cités, aux titulaires, stagiaires et aux contractuels de droit public.

### III- Reconnaissance du travail de certains agents

Il vous est proposé de verser, selon les grades, un régime indemnitaire pour reconnaître les sujétions de certains postes. Ces missions sont rémunérées en fonction du nombre d'heures effectuées dans le cadre normal de service, les dimanches, les jours fériés et la nuit entre 21 heures et 6 heures.

En vertu de la règle de non cumul, ces indemnités se substituent à l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés et à l'indemnité horaire pour travail de nuit :

Cadre d'emplois	Nature de l'indemnité ou prime	Attribution individuelle
Aide-soignant Auxiliaire de puériculture Auxiliaire de soins	Indemnité de fonction, sujétions et expertise (IFSE)	7,63 euros par heure effectuée le dimanche, un jour férié ou la nuit

Ces dispositions sont étendues aux titulaires, stagiaires et aux contractuels de droit public.

### IV- Dispositions générales

#### A- Les bénéficiaires

- les agents titulaires ;
- les agents stagiaires ;
- les contrats à durée indéterminée (CDI) ;
- les agents contractuels de droit public recrutés conformément aux articles suivants du code général de la fonction publique (CGFP) :
  - o contrat pour mener à bien un projet ou une opération (contrat de projet) selon l'article L. 332-24 du CGFP;
  - o vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire selon l'article L.332-14 du CGFP;
  - o emploi permanent lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois selon l'article L. 332-8-1° du CGFP ;
  - o emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pas pu être recruté selon l'article L. 332-8-2° ;
  - o recrutement d'agents en situation d'handicap selon l'article L. 352-4.

#### B- Périodicité de versement

L'IFSE et les autres primes attribuées selon les filières ou grades font l'objet d'un versement mensuel.

Le CIA est versé en une ou deux fois par an. Il est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

#### C - Modalité de maintien ou de suppression.

Les diverses indemnités et primes sont versées dès l'entrée en fonction des agents. Elles sont réduites dans les mêmes proportions que le traitement en cas de travail à temps non-complet, à temps partiel.

L'attribution du régime indemnitaire fait l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Toutes les dispositions antérieures à la présente délibération concernant les cadres d'emplois précités sont abrogées.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
 Vu le code général de la fonction publique.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé de

- d'approuver les dispositions du régime indemnitaire de la collectivité, présentées ci-dessus ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale, cet exposé entendu, après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.  
 Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérécurse citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>



**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-11	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Remboursement des frais de mission**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguette SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

- DESTINATAIRES :**  
 - 1 ex. Dossier DRH  
 - 1 ex. Dossier séance  
 - 1 ex. DSF

**EXPOSE :**

Le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales et des établissements publics.

Ce texte renvoie aux dispositions prévues par le décret n° 2006-781 du 6 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. Sous réserve de quelques dispositions propres à la fonction publique territoriale, la prise en charge des frais de déplacement dans la fonction publique territoriale repose sur celle prévue dans la fonction publique d'Etat.

L'arrêté du 20 septembre 2023 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006 qui fixe les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 précité.

L'indemnisation des frais de repas et/ou d'hébergement ouvre droit à un remboursement forfaitaire selon les plafonds en vigueur.

Les articles 7-1 et 7-2 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 ouvrent aux collectivités la possibilité de déroger au mode de remboursement forfaitaire des frais de repas et/ou d'hébergement en cas de déplacements temporaires des agents territoriaux et de décider par voie de délibération de leur remboursement aux frais réels sur production de justificatif dans la limite des plafonds prévus par arrêtés.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 20 septembre 2023 fixe le taux de remboursement forfaitaire des frais de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit-déjeuner (en France métropolitaine) comme suit :

Lieu de séjour	Paris	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Autres communes
	Taux (en euros)		
Hébergement	140	120	90
Déjeuner	20	20	20
Dîner	20	20	20

Pour l'application de ces taux, sont considérées comme grandes villes les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants.

Les communes de la métropole du Grand Paris sont les communes reprises à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 à l'exception de la commune de Paris : ABLON-SUR-SEINE, ALFORTVILLE, ANTONY, ARCUEIL, ARGENTEUIL, ASNIERES-SUR-SEINE, ATHIS-MONS, AUBERVILLIERS, AULNAY-SOUS-BOIS, BAGNEUX, BAGNOLET, BOBIGNY, BOIS-COLOMBES, BOISSY-SAINT-LEGER, BONDY, BONNEUIL-SUR-MARNE, BOULOGNE-BILLANCOURT, BOURG-LA-REINE, BRY-SUR-MARNE, CACHAN, CHAMPIGNY-SUR-MARNE, CHARENTON-LE-PONT, CHATENAY-MALABRY, CHATILLON, CHAVILLE, CHENNEVIERES-SUR-MARNE, CHEVILLY-LARUE, CHOISY-LE-ROI, CLAMART, CLICHY, CLICHY-SOUS-BOIS, COLOMBES, COUBRON, COURBEVOIE, CRETEIL, DRANCY, DUGNY, EPINAY-SUR-SEINE, FONTENAY-AUX-ROSES, FONTENAY-SOUS-BOIS, FRESNES, GAGNY, GARCHES, GENNEVILLIERS, GENTILLY, GOURNAY-SUR-MARNE, ISSY-LES-MOULINEAUX, IVRY-SUR-SEINE, JOINVILLE-LE-PONT, JUVISY-SUR-ORGE, LA COURNEUVE, LA GARENNE-COLOMBES, LA QUEUE-EN-BRIE, LE BLANC-MESNIL, LE BOURGET, LE KREMLIN-BICETRE, LE PERREUX-SUR-MARNE, LE PLESSIS-ROBINSON, LE PLESSIS-TREVISE, LE PRE-SAINT-GERVAIS, LE RAINCY, LES LILAS, LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LEVALLOIS-PERRET, L'HAY-LES-ROSES, L'ILE-SAINT-DENIS, LIMEIL-BREVANNES, LIVRY-GARGAN, MAISONS-ALFORT, MALAKOFF, MANDRES-LES-ROSES, MARNES-LA-COQUETTE, MAROLLES-EN-BRIE, MEUDON, MONTFERMEIL, MONTREUIL, MONTRouGE, MORANGIS, NANTERRE, NEUILLY-PLAISANCE, NEUILLY-SUR-MARNE, NEUILLY-SUR-SEINE, NOGENT-SUR-MARNE, NOISEAU, NOISY-LE-GRAND, NOISY-LE-SEC, ORLY, ORMESSON-SUR-MARNE, PANTIN, PARAY-VIEILLE-POSTE, PERIGNY, PIERREFITTE-SUR-SEINE, PUTEAUX, ROMAINVILLE, ROSNY-SOUS-BOIS, RUEIL-MALMAISON, RUNGIS, SAINT-CLOUD, SAINT-DENIS, SAINT-MANDE, SAINT-MAUR-DES-FOSSES, SAINT-MAURICE, SAINT-OUEN, SANTENY, SAVIGNY-SUR-ORGE, SCEAUX, SEVRAN, SEVRES, STAINS, SUCY-EN-BRIE, SURESNES, THIAIS, TREMBLAY-EN-FRANCE, VALENTON, VANVES, VAUCRESSON, VAUJOURS, VILLECRESNES, VILLE-D'AVRAY, VILLEJUIF, VILLEMOMBLE, VILLENEUVE-LA-GARENNE, VILLENEUVE-LE-ROI, VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, VILLEPINTE, VILLETANEUSE, VILLIERS-SUR-MARNE, VINCENNES, VIRY-CHATILLON, VITRY-SUR-SEINE.

Le taux est fixé à 150 euros quel que soit le lieu de mission, pour les agents reconnus en qualité de travailleur handicapés, à la condition qu'ils soient en situation de mobilité réduite.

Les agents peuvent prétendre au remboursement forfaitaire de frais de repas seulement s'ils sont absents de leur résidence, pour mission ou stage entre 11 heures et 14 heures et/ou entre 18 heures et 21 heures sur présentation d'un justificatif de dépense.

Une indemnité forfaitaire de nuitée peut être versée aux agents absents pour mission ou stage entre 0 heure et 5 heures sur présentation d'une facture.

Ces nouveaux montants s'appliquent également aux remboursements des frais de déplacement engagés par les élus municipaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
 Vu le code général de la fonction publique.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver ces dispositions relatives au remboursement des déplacements temporaires des agents ;
- d'abroger les délibérations des conseils d'administration des 19 juin 2019 (n° CCD20190619-01) et 22 octobre 2021 (n° CCD20211022-03) ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale, cet exposé entendu, après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.  
 Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télécourants citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

-----  
*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-12	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Tableau des emplois permanents 2024 - Modification**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d’administration du Centre communal d’action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l’article R. 123-16 du code de l’action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguetta SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEAURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d’administration se réunit au nombre prescrit par l’article R. 123-17 du code de l’action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l’article R. 123-23 du code de l’action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

**DESTINATAIRES :**  
 - 1 ex. Dossier DRH  
 - 1 ex. Dossier séance  
 - 1 ex. DSF

**EXPOSE :**

Par délibération n° 2015-53 du 15 décembre 2015, vous avez adopté le tableau des emplois permanents du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Vendôme.

Compte tenu de nouvelles organisations de service, au sein de l'EHPAD, du FAS et du FAM, il convient de le modifier en créant et en supprimant les postes ci-dessous indiqué :

EMPLOIS					EFFECTIFS
Libellé de la fonction ou du poste	Quotité du temps de travail	Filière	Catégorie	Cadre d'emploi possible pour ce poste	Postes pourvus
Aide-soignant	35 h	médico-sociale	B	Aide-soignant	-1
Aide-soignant	35 h	médico-sociale	B	Aide-soignant ou auxiliaire de puériculture	+1

La suppression de poste sera soumise à l'avis du comité social territorial du 26 mars 2024.

**VISAS :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code général de la fonction publique.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- de créer ou supprimer l'emploi ci-dessus ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale,  
cet exposé entendu,  
après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandant avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérécoeurs citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecoeurs.fr>

**Département de Loir-et-Cher**  
**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE DE VENDÔME**



-----  
 Siège social : 37 avenue Georges Clemenceau – BP 20107 – 41106 VENDÔME CEDEX  
 -----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
 DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

*Séance du mardi 26 mars 2024*

Délibération n° CCD20240326-13	Nombre d'administrateurs au moment du vote :				Résultat du vote :		
	En exercice : 11	Présents : 8	Pouvoirs : 2	Votants : 10	Pour : 10	Contre : 0	Abstention : 0

**OBJET : TARIFS : Centre communal d'action sociale (CCAS) - Tarif thé dansant**

Le mardi 26 mars 2024 à 17h45, les membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Vendôme se sont réunis à la salle des conseils, 37 avenue Georges Clemenceau à Vendôme, selon les modalités fixées dans la convocation adressée par Laurent Brillard, président, le 19 mars 2024 conformément à l'article R. 123-16 du code de l'action sociale et des familles.

**Etaient présents :**

Laurent BRILLARD  
 Yolande MORALI  
 Sylvie BONNET  
 Alia HAMMOUDI  
 Patrick CALLU

Pierre FAUVINET  
 Nicolas CAVARD  
 Marie-Claude DUBUT

**Absentes ayant donné procuration :**

Floriane BERTIN-DECROOCQ donne procuration à Yolande MORALI  
 Muguetta SAILLARD donne procuration à Pierre FAUVINET

**Absente :**

Géraldine BEAURAIN

Laurent BRILLARD, président, préside la séance.

Le conseil d'administration se réunit au nombre prescrit par l'article R. 123-17 du code de l'action sociale et des familles.

Amélie BOISSEAU, directrice, est nommée secrétaire, conformément à l'article R. 123-23 du code de l'action sociale et des familles.

Laurent BRILLARD, Président, donne lecture du rapport suivant :

- DESTINATAIRES :**  
 - 1 ex. Dossier CCAS  
 - 1 ex. Dossier séance  
 - 1 ex. DSF

**EXPOSE :**

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Vendôme organise, chaque année, plusieurs thés dansants.

Les thés dansants sont ouverts à tous les aînés, désireux de se réunir autour d'un orchestre qui propose des bals dansants.

En tant qu'organisateur de ces festivités, il est demandé un prix d'entrée aux participants, permettant ainsi de couvrir une partie des frais engagés pour chaque manifestation. Après étude des coûts, il est proposé de fixer à 12,50 euros l'entrée pour chaque thé dansant. Ce tarif n'inclut pas la consommation de boissons ou de gâteaux sur place, ceci restant à la charge de chacun.

**VISAS :**

Vu le code de l'action sociale et des familles ;  
 Vu le code général des collectivités territoriales.

**PROPOSITION :**

Il vous est proposé :

- d'approuver le tarif de 12,50 euros par entrée pour un thé dansant ;
- d'autoriser le président ou la vice-présidente à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DÉCISION :**

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 123-20 qui dispose que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du Centre communal d'action sociale,  
 cet exposé entendu,  
 après en avoir délibéré,

**Le conseil d'administration, à l'unanimité des votants, ADOPTE la délibération présentée.**

Le 26 mars 2024 à Vendôme,

POUR EXTRAIT CONFORME

La secrétaire de séance,	Le Président,
Amélie BOISSEAU	Laurent BRILLARD

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux adressé au président du Centre communal d'action sociale, BP 20107, 41106 Vendôme cedex. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite du recours gracieux ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télerecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>